« La jeunesse est la flamme de la révolution » Karl Liebknecht

le poing levé

Tract édité par des militants de la LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire) le 14/04/05

N°10

Assez d'inégalités sociales et de violences policières !

L'avenir, c'est la lutte de la jeunesse pour changer le monde !

Alors que les syndicats lycéens discutent avec le ministre, qui n'a rien à dire, la violence de l'Etat s'abat sur la résistance lycéenne. Ces violences policières sont révélatrices de la force de la contestation sociale et des espoirs de transformation que représente le mouvement de la jeunesse.

La situation politique a été bouleversée par l'irruption du mouvement lycéen dans l'arène de la lutte sociale. Par sa combativité, sa spontanéité, son organisation démocratique, cette mobilisation est incontrôlable pour le gouvernement. Sa liberté et son indépendance lui ont permis de contester la légitimité du Parlement en prolongeant la lutte après le vote de la loi Fillon, dépassant en cela le mouvement de 2003 que les syndicats avaient alors limité à l'horizon parlementaire.

De la contestation de la loi Fillon…

Fillon sabre l'éducation, comme ses prédécesseurs, en imposant un socle commun minimal, en réduisant les moyens, en accordant seulement à une élite l'accès à la culture, et pour les autres – la majorité – une formation pour devenir de la chair à patrons. Il s'agit d'asservir l'éducation aux besoins du patronat désirant disposer de plus de main-d'œuvre peu qualifiée.
Contre cette loi inégalitaire, le mouvement a franchi les obstacles mis en place par le gouvernement pour faire taire la révolte : l'examen de la loi pendant les vacances décalées selon les académies, le ton alternativement conciliant ou autoritaire du ministre pour endormir ou écraser le mouvement.
Alors que Fillon annonce que « *la loi ne se fait pas dans la rue* », la jeunesse lui lance un défi, en opposant à la prétendue légitimité du ministre celle d'un mouvement large luttant pour l'accès à la culture pour tous. En contestant le pouvoir parlementaire, le pouvoir du gouvernement des patrons, les lycéens affirment au contraire le pouvoir de la rue.

… à la remise en cause d'un système inégalitaire

Pour mener cette lutte globale, le mouvement a cherché à élargir son combat. Il a appelé les profs à descendre dans la rue et a participé à la journée de grève du 10 mars rassemblant plus d'un million salariés mobilisés pour un autre partage des richesses et solidaires de la révolte et de l'audace des lycéens. Abandonnée par les directions syndicales ne voulant pas donner de perspectives à la révolte de la jeunesse toujours aussi déterminée, la lutte se prolonge par des blocages. Il ne reste aujourd'hui au gouvernement que la violence de sa police pour imposer son ordre, sa loi, son système.
En se battant contre cette loi, pour le même droit à l'éducation et à la culture pour tous, le mouvement lycéen révèle la profondeur du mécontentement social. Il remet en cause ce système où l'inégalité règne dans tous les domaines et où les droits des travailleurs et des peuples sont sans cesse bafoués au nom de la logique économique du marché.
Il a également montré que c'est uniquement par la lutte contre le gouvernement qu'on peut imposer ses droits. Les partis parlementaires de gauche qui veulent être élus au pouvoir, comme les bons négociateurs syndicaux ne sont d'aucune aide.

Lutter pour renverser le système

La jeunesse a un rôle à jouer, en lien avec les salariés, pour que se construise une nouvelle combativité, dégagée des routines des appareils réformistes, une conscience de classe, ouvrant la voie aux perspectives révolutionnaires.
Aujourd'hui, le débat est nécessaire pour participer à tous les combats sociaux et politiques remettant en cause la toute-puissance des financiers et de leurs gouvernements, qui veulent nous imposer un monde et une Europe inégalitaire.
La continuité du mouvement, c'est s'opposer à cette Europe capitaliste et policière, pour défendre une Europe solidaire, révolutionnaire et sans frontières.

Réunion débat:

La lutte lycéenne et ses perspectives

mercredi 20 avril à 17h

Local LCR, 99 rue Camille Sauvageau

Un mort au Vatican: overdose d'opium du peuple

Depuis la mort tant attendue du pape, le paysage médiatique est colonisé par les soutanes. Matin, midi et soir on en bouffe : rétrospectives, hommages, cérémonies avant la canonisation…

En deux jours, un grabataire obtus et borné s'est transformé en un « bienfaiteur de l'humanité », en l'homme qui a fait chuté le communisme à lui seul. De Poutine à Chirac, de Castro à Bush en passant par Lula, tous ont salué sa disparition.

Dans ce bruyant concert d'éloges, on passe sous silence l'interdiction du préservatif même pour les personnes infectées par le VIH, l'interdiction de la contraception et le refus du droit des femmes à disposer de leur propre corps, les canonisations du fondateur de l'Opus Dei ou de curés notoirement pro-nazis...

Et là c'est bouillie papale à tous les repas : des journaux entiers consacrés à ce néant événementiel. Quelle laïcité lorsque les drapeaux sont en berne, lorsque Chirac et Raffarin se montrent ostensiblement à la messe ?

Derrière la modernité dans l'utilisation des médias, c'est le programme idéologique le plus réactionnaire qui sert à soumettre la révolte des peuples contre un système injuste et inégalitaire.

L'avantage est certain : les caméras braquées sur le Vatican, on n'entend plus parler de la torture en Tchétchénie, de la répression policière en Irak, du mouvement lycéen, de la grève des urgentistes. Aura-t-on droit à cela jusqu'au 29 mai ?

Réunion débat

La révolution russe

Quelle continuité démocratique et révolutionnaire pour changer le monde aujourd'hui?

Mercredi 27 avril à 19h30

Au local LCR: 99 rue Camille Sauvageau

Réforme Fillon, Constitution, rien à voir selon certains...

Le référendum du 29 mai inquiète le gouvernement qui multiplie les attaques contre les travailleurs et la jeunesse. Par la désinformation, les partisans du oui essaient de cacher aux salariés que ce texte est une arme de guerre pour le patronat qui entend accélérer son entreprise de destruction de tous les droits :

• Suppression du service public d'enseignement qui représente des millions de profits échappant encore aux entreprises privées : « *La liberté de création d'établissements, publics ou privés, d'enseignement est garantie comme un des aspects de la liberté d'entreprendre* »

• Remise en cause des services publics :« *sont incompatibles avec le marché intérieur(...), les aides accordées par les États (...)qui faussent (...) la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions* »

• Nulle part le droit à disposer de son corps n'est abordé, le droit à l'avortement est remplacé par « *le droit à la vie* » !

C'est en votant non, en faisant entendre notre voix, en ouvrant une crise politique majeure et luttant dans la rue contre le gouvernement comme des milliers de lycéens, que nous pourrons empêcher les capitalistes de saper tous nos droits. C'est en combattant l'Union Européenne dans les urnes et dans la rue que nous pourrons imposer une Union des travailleurs, libre et démocratique, une Europe socialiste débarrassée de l'exploitation capitaliste.

Hollande et Sarkozy, couple libéral de l'année contre les mobilisations sociales

Cela faisait déjà un bout de temps que l'on s'en doutait mais voilà que la presse l'officialise : Hollande et Sarkozy s'unissent pour le mei …(non !) et pour le pire. Autrement dit, il semble clair qu'ils ont les mêmes projets politiques.

Main dans la main face aux français en colère, les deux leaders des grands partis français veulent promouvoir le oui à la constitution tant il est vrai que la montée du non de ces dernières semaines commence à les inquiéter.

Mais au delà de la simple photo on réalise qu'il n'y a pas de Oui de gauche ou de Oui de droite comme on veut nous le faire croire depuis ; il y a un seul Oui libéral. Et ce ne sont pas les dissidences de l'ex-gauche plurielle prônant le non qui peuvent être une véritable source de contestation. Au contraire ceux-ci avancent qu'ils seront utiles au PS pour éviter une rupture avec une partie de la population en vue de 2007 (et oui encore et toujours 2007, ils ne pensent qu'à ça).

Nous en avons assez des fausses alternances. Assez de cette fameuse « *économie sociale de marché* » que l'on nous vend comme étant la meilleure. Assez des hypocrisies de la gauche réformiste qui recule devant le patronat.

Nous devons lutter pour un véritable NON de contestation, un NON social puisant sa source dans les luttes.

Ensemble disons NON à Hollande et Sarkozy, disons NON à la constitution !.

LCR

Pour joindre la LCR, n'hésitez pas à prendre contact avec les militants.
Local de la LCR (Quartier St Michel) : 99, rue Camille Sauvageau- 33800 BORDEAUX
05 56 91 40 25 ou lepoingleve@laposte.net